



Union SNUI – SUD Trésor

80/82, rue de Montreuil • 75011 PARIS
Tél. 01.44.64.64.44 • Fax 01.43.48.96.16
www.snui.fr • Courriel : snui@snui.fr

Communiqué de presse

Vendredi 22 Mai 2009

L'Union SNUI - SUD Trésor appelle les agents des Impôts et du Trésor à se mettre en grève le 26 Mai prochain

Les 8 organisations syndicales interprofessionnelles portent depuis plusieurs mois une plateforme revendicative touchant à l'emploi, aux conditions de travail et au pouvoir d'achat.

Dans tous les secteurs d'activité, dans le secteur privé comme dans le secteur public, la crise a accentué de nombreux sujets d'inquiétudes et de mécontentements préexistants.

La crise a mis en lumière des inégalités choquantes, en particulier sur le plan des revenus, que certains choix fiscaux ont accélérées. Il en va ainsi du bouclier fiscal, qui cristallise à juste titre de très nombreuses critiques, au point d'en affecter le consentement à l'impôt ce qui, dans une démocratie, est particulièrement grave.

La crise sert par ailleurs d'alibi pour les « réformes » gouvernementales. Au sein de la fonction publique, et notamment de la Direction générale des finances publiques (DGFIP, issue de la fusion « Impôts/Trésor »), la crise sert à « justifier » des choix arrêtés en réalité de longue date. Il en va ainsi :

- des suppressions d'emplois : 35.000 annoncées en 2010 dans la fonction publique d'Etat contre 30.000 cette année, 7.000 annoncées en 3 ans à la DGFIP,
- des conditions de travail à la DGFIP, durement affectées par les suppressions d'emplois, par les réformes incessantes de structures et par le « management » qui privilégie les statistiques au détriment de la qualité,
- et du pouvoir d'achat : depuis plusieurs années, la revalorisation de la rémunération indiciaire des fonctionnaires est inférieure à celle de l'inflation et, par ailleurs, à la DGFIP, le régime indemnitaire décroche par rapport à l'évolution de la technicité fiscale et des qualifications.

Concrètement, la révision générale des politiques publiques (RGPP), dont la DGFIP est une « tête de pont », est surtout vécue comme une accélération du repli de l'action publique. Qui plus est, elle est porteuse d'une logique managériale qui introduit davantage d'individualisation (ce qui est difficilement compatible avec le service public : peut-on sérieusement envisager de payer le contrôle fiscal ou le recouvrement de l'impôt au « mérite » ?) et de flexibilité dans la gestion des agents, ainsi qu'en témoignent les dispositions en termes de mobilité « subie » que la loi sur la mobilité contient (cette loi autorise tout simplement dans certains cas le reversement d'office d'un fonctionnaire dans une autre administration - donc un autre métier - et, pire, sa mise en disponibilité qui s'apparente en fait à une situation de chômage).

Compte tenu de la résonance particulière des thèmes interprofessionnels à la DGFIP, l'Union SNUI / SUD Trésor appelle les agents des Impôts et du Trésor à se mettre en grève le mardi 26 mai pour défendre l'emploi, de meilleures conditions de travail et une revalorisation de leur pouvoir d'achat.

L'Union SNUI – SUD Trésor tiendra un point presse

(point sur la fusion « Impôts/Trésor », dossier de presse sur la fiscalité)

le lundi 25 mai à 10 heures 45 à son siège,

80/82 rue de Montreuil, 75011 Paris

(Contact : 06 81 98 31 26)